

Dossier de presse

**Projet
du Parti
socialiste**



Éditorial

de Chloé Ridel

Coordinatrice nationale
du projet du Parti socialiste

Nous avons le sentiment que le monde bascule. Partout, l'impérialisme refait surface, le droit et la démocratie reculent. Le capitalisme néolibéral, dominant depuis un demi-siècle, est entré en crise profonde : s'y substitue un capitalisme de prédation, centré sur l'appropriation des ressources par de grandes entreprises et des États puissants. La loi du plus fort aboutit à la privatisation des biens communs, l'explosion des inégalités et le déclin des libertés individuelles et collectives.

Dans un monde qui promet la liberté à quelques-uns, nous voulons la liberté pour toutes et tous : les travailleur·ses et les familles précarisés, les peuples opprimés ou intimidés, la jeunesse empêchée, les personnes discriminées, les campagnes et les quartiers populaires délaissés, les générations futures sacrifiées. À l'échelle de l'individu, la liberté c'est de pouvoir choisir sa vie : avoir un travail qui paie, pouvoir se faire soigner, se former, accéder à un logement, se nourrir, ne pas être assigné à résidence ou subir des discriminations en fonction de sa couleur de peau, de sa religion, de son genre, ne pas souffrir d'un environnement dégradé et pollué, pouvoir préserver son cerveau face à l'emprise des algorithmes. À l'échelle de la France et de l'Europe, la liberté est celle de choisir souverainement son destin : avec des institutions démocratiques, la capacité à satisfaire ses besoins essentiels (énergie, alimentation, santé, etc.), une politique de défense et de sécurité pour la paix.

La France ne pourra tenir sa promesse -, celle d'une école qui émancipe, d'un travail digne et récompensé, d'une égalité des droits et

des libertés, d'une nature préservée et saine, de services publics efficaces et accessibles à toutes et tous, d'un pays qui porte haut sa voix dans le monde – si elle ne résorbe pas les fractures sociales et territoriales qui entravent son unité. La division du peuple et la polarisation de notre pays nourrissent l'extrême-droite.

Les Socialistes portent, au regard de leur histoire, une responsabilité particulière pour forger l'alternative à ce nouveau capitalisme et à ses alliés impérialistes, identitaires et climatosceptiques. Le naufrage du modèle néolibéral et les défis du 21^e siècle nous appellent à construire un nouveau socialisme, capable de transformer l'ordre économique et social pour permettre à chaque personne et à chaque peuple, de vivre libre. À la toute-puissance du marché, nous devons opposer une puissance publique forte et une démocratie exemplaire, qui résiste aux manipulations. Rien ne sera possible sans mobiliser toutes celles et ceux qui aujourd'hui n'y trouvent pas leur place, en raison de leur condition sociale ou leur lieu de vie. C'est la jeunesse en quête d'autonomie et d'avenir, qui se sent sacrifiée. Ce sont les quartiers populaires et la France rurale qui partagent un même sentiment de relégation et d'assignation. Résorber les fractures sociales et territoriales qui défigurent notre pays et divisent son peuple est une condition du progrès. C'est ainsi qu'un nouveau socialisme, revivifié face aux défis du 21^e siècle, pourra donner raison à Jaurès en réalisant la promesse républicaine : liberté pour toutes et tous, par l'égalité et la fraternité.

Un projet dense et complet avec plus de 600 mesures pour changer la vie !

Partie 1

Vivre libres

La liberté que nous devons conquérir se décline aussi bien à l'échelle individuelle que collective. Pour l'individu, la liberté est de choisir sa vie : bien vivre de son travail, pouvoir se loger, se nourrir, se chauffer l'hiver et se rafraîchir l'été, profiter de temps libéré et d'une retraite en bonne santé, ne pas être manipulé par le capitalisme numérique qui rentabilise de notre attention, etc. Tous ces objectifs nécessitent une reprise en main du marché par la puissance publique. Pour que les Français-es puissent à nouveau affronter sereinement la vie quotidienne, augmenter les salaires ne suffira pas : nous devons faire baisser les dépenses dites « contraintes » (logement, alimentation, énergie), par des politiques de régulation et de redistribution. Pour une nation, vivre libre c'est choisir son destin, en sachant se défendre et en développant son économie pour satisfaire ses besoins essentiels (énergie, alimentation, santé, etc.). Au 21^e siècle, la souveraineté de la France ne se pense plus qu'à l'échelle de notre pays, mais aussi de l'Europe.

1. Réhausser le SMIC à 1 690 euros net et augmenter les salaires, le traitement des fonctionnaires, les revenus indépendants et paysans.

2. Développer la démocratie en entreprise pour évoluer vers un système de codétermination, et partager la richesse en entreprise en conditionnant le versement de dividendes à un partage équitable de la valeur à travers une règle simple et lisible : 1 € de dividende versé = au moins 1 € de participation ou intéressement versé aux salarié-es.

3. Après l'abrogation de la réforme Borne, convoquer une conférence sociale pour définir un nouveau système de retraite par répartition qui permette à chacun-e de profiter d'une retraite en bonne santé : construire un droit à la retraite calculé en fonction d'une durée de cotisation, réductible en fonction de la pénibilité des métiers exercés tout au long de sa vie.

4. Planifier la réindustrialisation, avec une loi de programmation 2027-2032 sur la réindustrialisation et la souveraineté, définie par l'État en partenariat avec les Régions et les partenaires sociaux. Fixer sur cinq ans des objectifs quantifiés d'investissement et de production sur une liste ciblée de secteurs stratégiques, associés à des moyens budgétaires et des prévisions énergétiques. Définir les technologies stratégiques pour l'avenir, suivant une logique fondée sur les besoins et le respect des limites planétaires.

5. Planifier la sortie des énergies fossiles et viser un mix énergétique 100% décarboné en 2050 pour disposer d'une énergie propre, disponible à tout moment, souveraine, et à un prix compétitif. Notre mix énergétique doit être guidé par un principe clair : le nucléaire autant que nécessaire, les énergies renouvelables autant que possible. Cette transition énergétique doit se faire sur la base d'un débat démocratique qui associe les citoyen·nes, les parties prenantes associatives et professionnelles et les collectivités.

6. Face à la crise du logement, programmer la production massive de nouveaux logements en s'appuyant autant que possible sur la conversion de bureaux, encadrer les loyers, favoriser la réquisition des logements vacants, développer la possibilité d'accéder à la propriété en leasing (après quelques années de location, une partie des loyers payés est déduite du prix d'achat), **investir massivement dans toutes les formes de logements abordables** (logement locatif social, très social et intermédiaire), dont un accès prioritaire sera garanti pour les familles monoparentales.

7. Doubler la part de l'ESS dans l'économie d'ici 2050, en démarchant les services essentiels, en favorisant la transformation et la transmission d'entreprises en coopératives, en développant des modes de financement adaptés, et en enseignant les principes de l'ESS au sein des tribunaux de commerce et dans les cursus de formations économiques, notamment en école de commerce.

8. Face au front coordonné des extrême-droites en Europe, bâtir une nouvelle alliance sociale européenne à partir des membres du Parti socialiste européen et en lien avec les mouvements politiques, syndicaux, patronaux, associatifs, qui partagent l'idée de construire la souveraineté de l'Europe face aux empires, autour d'un modèle caractérisé par la justice sociale, l'ambition écologique et la vitalité démocratique. Donner à l'Europe les moyens de ses ambitions en multipliant le budget européen par 3, à hauteur de 3 % du PIB européen, *via* de nouvelles ressources propres sans augmenter les impôts des classes moyennes et populaires.

9. Européaniser la filière stratégique des terres rares, chapeauté par une agence européenne des terres rares (EREMA), pour viser l'autonomie. L'agence EREMA, dotée de 5 milliards d'euros, sera chargée de la prospection, de l'extraction responsable, du traitement et du recyclage.

10. Anticiper et réguler l'impact de l'intelligence artificielle sur l'emploi et les organisations du travail, afin d'empêcher la déqualification des travailleur·euses et redistribuer les gains de productivité.

11. Encadrer « l'économie de l'attention » et la marchandisation des comportements en ligne, en interdisant les techniques visant à fabriquer une dépendance aux réseaux sociaux et les dispositifs conçus pour empêcher la déconnexion. Strictement limiter et tracer la publicité ciblée, afin de réduire le profilage massif et les manipulations politiques. Rendre les algorithmes transparents et réellement contrôlables, à travers une obligation de transparence algorithmique pour toute grande plateforme, et la possibilité pour chaque utilisateur·rice d'accéder à un fil non personnalisé.

Partie 2

Être en sécurité(s)

Mettre chacun·e en sécurité contre les risques de la vie est l'un des premiers héritages du socialisme. En France, le débat public sur l'insécurité est pris en otage par la droite et extrême-droite, qui le réduisent à la diabolisation de l'immigré. Nous voulons parler des sécurités, au pluriel, car une politique de sécurité qui ne tient pas compte des insécurités dans leur ensemble n'en est pas une. Il y a, bien sûr, l'insécurité générée par la délinquance, le trafic de drogue, les incivilités ou les violences intrafamiliales. Il y a, aussi, l'insécurité que l'on ressent lorsque l'on vit dans un désert médical et que l'on n'a pas accès aux soins. L'insécurité encore, lorsque l'on vieillit et que l'on craint la perte d'autonomie sans pouvoir y faire face. Il y a enfin l'insécurité, face aux risques climatiques et environnementaux, où les pollutions généralisées qui saturent l'air, l'eau, les sols et les objets du quotidien.

12. Rétablir la justice territoriale et sociale dans l'accès aux soins : garantir à chaque Français·e un·e médecin généraliste, l'accès à des soins de ville spécialisés et à l'hôpital. Faire de la prévention des maladies un nouveau pivot de notre politique de santé. Adopter un plan national d'urgence sur la santé mentale, pour déployer une politique de prévention auprès des jeunes et au travail, et pour garantir l'accès aux soins psychologiques et psychiatriques partout en France.

13. Bâtir un plan national pour la santé environnementale, s'attaquant aux polluants (plastiques, pesticides, PFAS, perturbateurs endocriniens) qui saturent l'eau, les sols, l'air, comme les produits alimentaires, l'habillement et les biens de consommation quotidiens.

14. Créer un fonds de sécurité climatique dédié aux risques environnementaux et climatiques. Financé par l'impôt, il indemniserait les dommages matériels et les pertes d'activité non assurables, contribuerait au financement des politiques d'adaptation et des actions préventives face aux risques climatiques.

15. Reconstruire une police de proximité et renforcer les moyens matériels et humains du service public de la sécurité en assurant une juste rémunération des policier·es et des gendarmes, en améliorant leurs conditions de travail, et en renforçant l'accompagnement psychologique.

16. Face aux réseaux criminels du narcotrafic, imposer un sursaut républicain : doter le Parquet national anticriminalité organisée, la police, la gendarmerie et les douanes des moyens nécessaires pour lutter implacablement contre les mafias, saisir les avoirs des trafiquant·es et les affecter au financement d'actions de prévention des addictions. Nous devons aussi refondre notre politique des drogues pour assécher les profits du crime organisé, à partir d'une convention citoyenne sur l'usage de drogues et la légalisation du cannabis.

Partie 3

**S'épanouir,
à égalité**

Une société juste se reconnaît à la manière dont elle permet à chacun·e de grandir, d'apprendre et de vivre librement. Pourtant, dès l'enfance, nos destins restent profondément marqués par les inégalités sociales, les discriminations, le handicap ou les normes de genre. Ces inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le produit de politiques qui reproduisent les hiérarchies plutôt qu'elles ne les corrigent. L'égalité réelle ne se décrète pas : elle se construit par des politiques capables d'émanciper plutôt que de trier, d'accompagner plutôt que d'exclure. L'enfance est le moment où se forment le rapport au savoir, à soi-même et aux autres. C'est pourquoi les politiques de l'enfance, l'École et les institutions qui entourent les jeunes doivent être les piliers d'une République qui protège et donne à chacun·e les moyens de choisir sa vie.

17. Faire de l'enfance une priorité nationale, à travers un véritable service public de la petite enfance, une politique de prévention centrée sur les 1000 premiers jours, la reconstruction de l'Aide Sociale à l'Enfance et la lutte contre les violences sexuelles, physiques et psychologiques faites aux enfants.

18. Réduire le nombre d'élèves par classe pour renforcer la qualité de l'apprentissage, en fixant un objectif de 19 élèves dans toutes les classes. Le maintien des effectifs actuels d'enseignant·es, sans nouvelle dépense, permettrait de passer les classes de nos écoles de 22,4 élèves à 18,2 en dix ans.

19. En finir avec les déterminismes sociaux dans l'orientation scolaire et professionnelle, à travers un nouveau service public de l'accompagnement éducatif individuel ciblé sur les enfants d'ouvrier·es et d'employé·es. Démocratiser l'accès aux métiers scientifiques et de l'innovation, avec des parcours de découverte obligatoires des métiers scientifiques, techniques et numériques dès le collège.

20. Pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, adopter une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, favoriser un égal partage du temps entre travail et vie familiale en instaurant des congés de paternité et de maternité réellement égaux, en durée comme en obligation, développer la prévention et l'offre de soins dédiés aux pathologies féminines, trop longtemps ignorées ou minimisées, lutter contre l'exploitation sexuelle et reproductive.

21. Remettre à plat les conditions de travail des AESH : augmenter leur nombre, rehausser leur rémunération, et sécuriser leur statut, afin que chaque élève dispose d'un soutien conforme à ses besoins.

22. Soutenir les familles monoparentales en créant un statut de famille monoparentale qui ouvre des droits pour le logement, la garde, la culture, les loisirs, et en soustrayant la pension alimentaire de leur revenu imposable.

Partie 4

Vivre avec la nature

Héritiers des accords de Paris, nous observons avec consternation que nous nous orientons, si rien n'est fait, vers un réchauffement à +4 degrés à la fin du siècle. Nous subissons le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité et sommes exposé-es à des pollutions généralisées dont on peine à évaluer les conséquences sur la santé humaine et animale. Le capitalisme a construit ce que Serge Moscovici appelait une société « contre-nature ». Il est temps d'apprendre à vivre avec la nature, car nous formons avec elle un seul et même corps vivant. La fracture sociale a fragilisé notre capacité à agir pour l'écologie. Toute une partie de nos concitoyen·nes subit des discours moralisateurs et punitifs sans pouvoir assumer le coût d'un changement de véhicule, de la rénovation de son logement, ou de vêtements biosourcés. L'écologie sera populaire, ou ne sera pas - dans les deux sens du terme : une écologie désirée parce qu'elle améliore la vie ; une écologie accessible à toutes et tous.

23. Garantir un revenu digne pour tous nos agriculteur·rices en les protégeant de la concurrence déloyale, en ciblant les aides de la PAC pour qu'elle favorise l'emploi agricole plutôt que la surface d'exploitation, et en sécurisant la transition agroécologique. Favoriser la reprise des exploitations agricoles françaises, à travers l'adoption d'une grande loi foncière, garante du renouvellement des générations et protectrice vis-à-vis des fonds d'investissements étrangers ou prédateurs, et en renforçant la promotion sociale dans l'agriculture.

24. Construire un nouveau contrat social des transports : démocratiser l'accès à la voiture électrique en massifiant la location sociale de petits véhicules électriques produits en France et en Europe, par la mise en location d'1 million de véhicules accessibles à 100 euros par mois pour les ménages modestes et/ou habitant en zone rurale et périurbaine ; **nationaliser les autoroutes à travers la création d'un établissement public national « Routes de France »** qui reprendra progressivement les 9 000 km d'autoroutes concédées, à l'expiration des contrats actuels, et réinvestira les bénéfices dans l'entretien du réseau et les transports durables ; **investir massivement dans le ferroviaire pour décupler l'offre de train** (grandes et petites lignes, trains de nuit), et **faire baisser le prix du train ; développer le vélo et les véhicules intermédiaires entre le vélo et la voiture, produits en France** (vélo cargo, vélomobile, tricycle protégé, voiturette, vélo voiture) ; **généraliser les RER métropolitains.**

25. Rénover massivement le parc de logements existants pour viser à la disparition des passoires thermiques, en créant une « prime pour le climat » qui couvre 100 % du montant des travaux et de l'acquisition d'équipements pour la transition énergétique. Elle élimine le reste à charge pour le propriétaire au moment des travaux. Le financement se fait par une subvention et une avance remboursable sans intérêt, pouvant s'échelonner sur trente ans.

26. Partager et protéger l'eau, en assurant une gestion publique de l'eau qui organise la mise en place d'une tarification sociale pour garantir un volume vital accessible à faible coût, une politique de lutte contre les fuites d'eau et pour la réutilisation avancée des eaux usées, l'interdiction des PFAS, l'adoption de solutions fondées sur la nature pour restaurer le cycle de l'eau (haies, zones humides, agroforesterie).

Partie 5

Refaire société

La France est fracturée de toute part. La ghettoïsation territoriale y est avancée. Les plus riches font sécession dans certains quartiers où le prix de l'immobilier devient inabordable. Les populations des quartiers populaires sont assignées à résidence par les discriminations et les difficultés scolaires qu'elles subissent. Les campagnes, loin des centres économiques, sociaux et culturels, sont livrées à elles-mêmes. Les Outre-mer désespèrent de la promesse républicaine d'égalité réelle. Dans ce contexte, le sentiment de solidarité nationale s'affaiblit. Refaire société, pour faire peuple, est un objectif premier : sans cela, nous ne pourrions plus rien accomplir ensemble. Plutôt que des incantations à la réconciliation, cet objectif nécessite des politiques de justices fiscales, territoriales et sociales, associées à une refondation démocratique.

27. Organiser des États généraux de la justice fiscale pour garantir l'équité et la progressivité de la fiscalité des revenus, du patrimoine, de l'héritage et des entreprises.

Fusionner l'impôt sur le revenu, la CSG et la CRDS dans un nouvel impôt progressif, plafonner les niches fiscales, instaurer la taxe Zucman et créer un impôt sur les grandes successions, sans impact pour 99 % des Français-es.

28. Développer une vision de long-terme pour l'autonomie et l'égalité réelle des Outre-mer : garantir la continuité territoriale, l'accès égal aux services publics et aux droits, construire l'autonomie alimentaire et la résilience climatique, lutter contre la vie chère par la régulation des monopoles et des contrôles renforcés sur les marges de la grande distribution et des transporteurs.

29. Repenser la politique de migration autour d'un cadre clair et humaniste, transférée du ministère de l'intérieur vers un secrétariat d'État interministériel, et mener une politique d'intégration des étrangers par le travail, impliquant notamment la délivrance d'un titre de séjour à toute personne étrangère disposant d'un contrat de travail depuis au moins 6 mois.

30. Faire de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie une grande cause nationale, avec une politique de prévention, de formation, de contrôle et de sanction. Cela passe notamment par : une formation obligatoire au collège et au lycée, une culture de tolérance zéro à l'égard des discriminations au sein de tous les services publics avec une formation renforcée et une politique de *testing*, la lutte contre les contrôles d'identité au faciès avec la mise en place de récépissés.

31. Faire évoluer le droit civil en faveur de la reconnaissance des personnes LGBTQIA+, en déjudiciarisant la procédure de rectification de la mention du genre à l'état civil au profit d'une procédure administrative rapide, gratuite et fondée sur l'autodétermination, comme en Allemagne.

32. Assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements publics et privés sous contrat, en conditionnant les contrats d'association entre l'État et les établissements privés à des objectifs de mixité scolaire.

33. Aller vers une véritable "parité sociale" en politique.

34. Convoquer une convention pour un choc démocratique (pouvoirs citoyens, dé-présidentialisation des institutions, protection de l'État de droit et de l'indépendance des médias) composée de citoyen·nes tiré·es au sort, de juristes, de parlementaires et d'élu·es locaux.

35. Lutter contre la concentration capitalistique dans l'ensemble des secteurs culturels (livres, cinéma, spectacle, jeux vidéo, etc.) **et les médias**, pour faire le choix du pluralisme, par l'instauration de seuils anti-concentration exigeants.

36. Supprimer les doublons entre l'État et les collectivités en clarifiant strictement les compétences de chacun. Cette suppression représente une opportunité d'économie de plus de 7,5 Mds€.

37. Délocaliser des sièges ministériels hors de Paris.

Partie 6

Pacifier le monde

Face aux défis du 21^{ème} siècle, à commencer par le réchauffement climatique ou la répartition équitable des ressources sur une planète finie, nous n'avons jamais eu autant besoin de coopération internationale. Pourtant, nous assistons au retour de l'impérialisme le plus brutal. Les dépenses militaires mondiales atteignent un record historique, tandis que les dépenses allouées au développement, à l'éducation ou à la santé diminuent. Les plus grandes puissances s'émancipent ouvertement du droit international pour dominer coûte que coûte, et marginalisent les institutions onusiennes, héritées du 20^{ème} siècle et de ses leçons : le nationalisme, c'est la guerre. À la compétition absurde entre puissances, nous substituons la coopération entre peuples égaux en droit. La coopération est la solution pour que chaque nation, qu'elle soit petite, moyenne ou grande, puisse vivre libre et prospère sur une planète préservée. La France doit faire entendre sa voix particulière pour le respect du droit international, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'écologie et la paix.

38. Agir pour la coopération internationale face aux impérialismes, en défendant le droit international et les institutions chargées de le faire appliquer et en construisant de nouvelles coalitions pour la protection des biens publics mondiaux (océans, forêts, eau, grands fonds marins, espace).

39. Reconnaître la Nature comme sujet de droit international et protéger celles et ceux qui la défendent. Octroyer un statut juridique à certains communs planétaires permettant d'engager des recours internationaux, reconnaître les défenseurs de l'environnement (ONG, militant-es, scientifiques, juristes, lanceur-ses d'alerte) comme catégorie protégée par le droit international, avec un mécanisme de signalement auprès du Conseil de tutelle de l'ONU, étendre et systématiser les échanges « dette contre nature » qui permettent d'effacer partiellement la dette d'un pays en contrepartie d'engagements concrets pour la lutte contre le changement climatique.

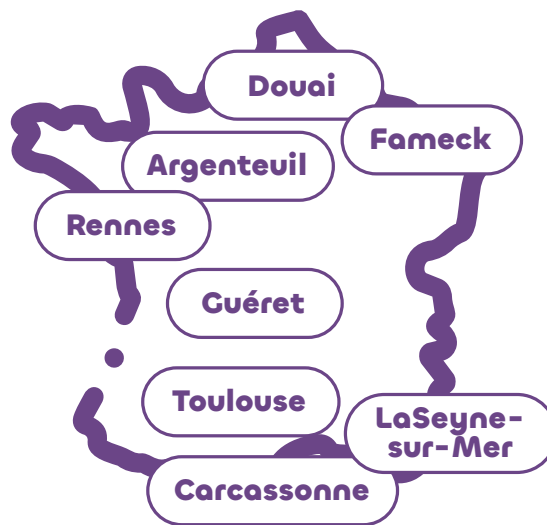
40. Encadrer les technologies de guerre et de surveillance. Instaurer un contrôle européen des exportations de logiciels espions, drones et IA militaires (licences révocables et audits publics). Soutenir un traité international d'interdiction des armes autonomes létales d'ici 2030.

Un projet vivant

Ce projet est le fruit d'un immense travail collectif qui a duré près d'un an. Ouvert sur le monde et ancré dans le quotidien, il a été nourri par les contributions citoyennes, les travaux des élu·es et l'engagement des militant·es socialistes, l'expertise de nombreux·ses chercheur·ses, et expert·es de syndicats et d'associations.

1 tour de France

La refondation du projet socialiste a commencé par un tour de France, « Notre France, parlons-en », à l'écoute des Françaises et des Français.



1 comité de pilotage composé de l'ensemble des sensibilité du parti

Près de 100 contributions rédigées par les secrétaires nationaux·les

Ce projet est l'émanation de tout ce que l'organisation socialiste compte de richesses. Il est nourri notamment des conventions nationales, des contributions des secrétaires nationaux·les, des travaux parlementaires, mais aussi de l'expérience des élu·es locaux·les socialistes, maires, président·es de départements et de régions, etc.

+ de 600 contributions citoyennes

À travers une plateforme participative, des centaines de contributions citoyennes déposées sur un site dédié : tempsduprojet.fr

+ de 400 contributions militantes

+ de 200 auditions

Auditions avec des expert·es, représentant·es syndicaux·les et associatif·ves et élu·es.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Ce projet sera présenté et transmis à l'ensemble des fédérations socialistes afin de nourrir un travail collectif d'amendement, associant les militant·es et la société organisée. Il fera ensuite l'objet d'un vote des adhérent·es, appelé·es à se prononcer sur ce texte ainsi enrichi par le débat interne.



un projet innovant et concret

Plus de deux cents expert·es, intellectuel·les, chercheur·ses, élu·es et représentant·es syndicaux·les et associatif·ves ont été auditionné·es, parmi lesquels :

Julia Cagé

Économiste, professeure à Sciences Po

Thème de l'audition :

Médias et financement vie politique

Jean François Collin

Conseiller maître à la Cour des comptes et ancien directeur du cabinet de Dominique Voynet

Thème de l'audition :

Transition écologique et croissance verte

Emma Taillefer et Paul Cassia

Nouvelle présidente et ancien président d'Anticor

Thème de l'audition :

Corruption

Tania Racho

Docteure en droit (Paris II), spécialiste en droits fondamentaux et juge-asseuse à la Cour Nationale du Droit d'Asile

Thème de l'audition :

Migrations

Bertrand Badie

Professeur émérite à Sciences Po

Thème de l'audition :

Relations internationales

Nicolas Hervieu

Juriste spécialiste du droit public et européen, enseignant à Sciences Po et collaborateur du cabinet SPINOSI,

Thème de l'audition :

État de droit et libertés publiques

Patricia Perennes

Économiste du transport ferroviaire pour le cabinet Trans-Missions

Thème de l'audition :

Transports

Xavier Timbeau

Directeur de l'OFCE

Thème de l'audition :

Dettes publiques, inégalités et transition écologique

Delphine Espagno et Anabelle Allouch

Maîtresses de conférences et co-autrices de l'ouvrage « Contester Parcoursup » (2024)

Thème de l'audition :

Parcoursup

Philippe Piard

Co-président du collectif Secrets Toxiques

Thème de l'audition :

Lutte contre les pesticides

Mathilde Dupré

Co-directrice de l'Institut Veblen sur le commerce international

Thème de l'audition :

Tensions commerciales et transition écologique

Emilie Agnoux

Fondatrice du think-tank Le Sens du Service public et autrice de l'essai « Puissance publique : contre les démolisseurs d'État »

Thème de l'audition :

Services publics et puissance publique

Michel Wieviorka

Sociologue, directeur d'études à l'EHESS
et ancien président de l'Association
internationale de sociologie

Thème de l'audition :

**Identités culturelles et questions sociales :
quel traitement politique ?**

Anne Savinel-Barras

Présidente d'Amnesty International France

Thème de l'audition :

Droits humains et liberté de la presse

Frédéric Gilli

Directeur associé de l'agence Grand Public

Thème de l'audition :

**Bilan et perspectives sur
Notre France parlons-en**

Yannick Blanc

Haut fonctionnaire et Président de la Fonda

Thème de l'audition :

Prospective

Henri Peña-Ruiz

Professeur à SciencesPo, membre
de la « Commission Stasi » chargée en 2003
de réfléchir à l'application du principe de laïcité
dans la République

Thème de l'audition :

Laïcité

Rita Hermon Belot

Historienne et directrice d'études à l'EHESS,
spécialiste de la laïcité et de la pluralité
religieuse dans l'Histoire de la France

Thème de l'audition :

Laïcité

Nicolas Cadène

Juriste, enseignant universitaire et rapporteur
général de l'Observatoire de la laïcité, placé
auprès du Premier ministre, de 2013 à 2021

Thème de l'audition :

Laïcité

François -Xavier Demoures

Président Fondateur de «Étonnement, si»

Thème de l'audition :

**La montée de l'extrême droite :
une prophétie autoréalisatrice**

Benoît Heilbrunn

Directeur des études de la Fondation
Jean Jaurès

Thème de l'audition :

Les tendances qui naissent

Lucas Chancel

Économiste au Laboratoire sur les Inégalités
Mondiales à l'École d'économie de Paris

Thème de l'audition :

Économie de l'énergie

François Dubet

Sociologue et ancien directeur d'études
à l'EHESS

Thème de l'audition :

Jeunesse et mépris

Ericka Bareigts

Ancienne Ministre et Maire
de Saint-Denis de la Réunion

Thème de l'audition :

Égalité républicaine pour nos Outre-Mer

Florence Fortin-Braud

Aide-soignante et autrice de « Vieillir,
une affaire de femmes ? »

Thème de l'audition :

**Place des femmes dans l'accompagnement
dans la vieillesse**

Anne-Cécile Mailfert et Floriane Volt

Présidente et directrice des affaires publiques
et juridiques de la Fondation des Femmes

Thème de l'audition :

**Droits des femmes, égalité réelle et lutte
contre les violences**

Président·es de conseils départementaux

- **Fabien Bazin**, Nièvre
- **Jean-Luc Chenut**, Ille-et-Vilaine
- **Christian Coail**, Côtes-d'Armor
- **Jean-Luc Gleyze**, Gironde
- **Chaynesse Khirouni**, Meurthe-et-Moselle
- **Jean-Claude Leblois**, Haute-Vienne
- **Jean-Claude Leroy**, Pas-de-Calais
- **Michel Ménard**, Loire-Atlantique
- **Christophe Ramond**, Tarn
- **Hélène Sandragué**, Aude
- **Sébastien Vincini**, Haute-Garonne

Président·es de conseils régionaux

- **François Bonneau**, Centre-Val de Loire
- **Loïc Chesnais-Girard**, Bretagne
- **Carole Delga**, Occitanie et présidente de l'Association des Régions de France

Élu·es locaux·les :

- **Nathalie Appéré**, Rennes
- **Olivier Bianchi**, Clermont-Ferrand
- **Hélène de Comarmond**, Cachan
- **Jean-François Debat**, Bourg-en-Bresse
- **Frédéric Fauvet**, Amiens
- **Hélène Geoffroy**, Vaulx-en-Velin
- **André Laignel**, Issoudun
- **Nicolas Mayer-Rossignol**, Rouen
- **Johanna Rolland**, Nantes
- **Cédric Van Styvandaël**, Villeurbanne



Le Parti socialiste

CONTACT :

presse@part-socialiste.fr

Retrouvez-nous sur :



facebook.com/partisocialiste



instagram.com/partisocialiste



partisocialiste.bsky.social



x.com/partisocialiste



linkedin.com/company/ps-partisocialiste



youtube.com/@partisocialiste



tiktok.com/@partisocialiste